

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Les Communistes devant l'Opinion (*Boris Souvarine*). — Boniments sur la liberté (*N. Lénine*). — Appel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste à tous les Partis Communistes. — La Russie au travail (*N. Mechtcheriakov*). — La Révolution de Novembre (*V. Kolarov*).

La situation politique et économique de l'Angleterre (*Mac Laine*). — Pages écrites en prison (*Karl Liebknecht*). — Le Parti Socialiste Révolutionnaire et la politique de Tchernov. — La Vie Économique en Russie : La Crise du Combustible (*Ivan*).

Les Communistes devant l'Opinion

Le procès des communistes et surtout l'élection législative partielle de Paris ont placé notre Parti au premier plan de la scène politique. Pendant plusieurs semaines, de furieuses polémiques se sont développées autour du nom de deux militants révolutionnaires parmi les plus détestés de la bourgeoisie et des socialistes petits-bourgeois. Arborés par les uns comme un drapeau, agités par les autres comme un épouvantail, les noms de Lorient et de Souvarine ont été un moment de la politique française, du fait de la frayeur manifestée par la bourgeoisie à l'idée de l'élection possible des deux communistes emprisonnés, et du fait de l'effort accompli par la réaction pour éviter ce que le *Temps* n'a pas craint d'appeler « une catastrophe ».

Qu'il soit permis à l'un de ceux que le jeu des événements avait ainsi mis en avant tout en les contraignant au silence, de commenter à son tour, avec quinze jours de retard sur l'actualité, les résultats de la consultation électorale et l'issue du procès, qu'il lui soit permis d'essayer d'en dégager la signification, d'en apprécier la portée, — dans le calme qui suit l'orage.

Les initiateurs de la candidature des deux communistes emprisonnés se proposaient, tout en jetant en défi à la bourgeoisie persécutrice les noms de deux de ses ennemis les plus déclarés, de provoquer une manifestation de la solidarité de l'avant-garde du prolétariat avec ses militants. Ils considéraient comme un succès l'éventualité où notre parti devancerait celui des dissidents « reconstruc-

teurs », parti électoral par excellence, parti petit-bourgeois de réformes et de promesses irréalisables mais séduisantes. Ils espéraient comme le meilleur des résultats la mise « en ballottage » du siège du Président de la République, représentant le plus qualifié de la coalition réactionnaire qui s'appelle « Bloc National ». Ils entendaient enfin saisir l'opinion publique d'une retentissante protestation contre la machination politico-policrière qui visait à créer une jurisprudence de décapitation systématique du mouvement révolutionnaire par le jeu automatique d'une loi impériale.

Ce triple objectif a été atteint au premier tour de scrutin, et même dépassé. Non seulement le parti socialiste-communiste a longuement distancé le parti socialiste dissident ainsi que le parti républicain modéré intitulé « parti socialiste français » ; non seulement le siège de M. Millerand a été mis en ballottage, ce qui constitue un avertissement humiliant pour la réaction impérialiste ; non seulement un irrésistible courant d'opinion s'est dessiné contre le procès des communistes, désavoué par la plupart des journaux politiques comprenant — mais un peu tard — quel stimulant la bourgeoisie donnait au mouvement communiste en le persécutant ; mais encore le concours des circonstances historiques a mis en lumière le rôle prépondérant du parti socialiste-communiste en le laissant seul en présence du Bloc National réactionnaire comme la force essentielle de progrès et de révolution.

La lutte entre le camp de la réaction et celui de la révolution a tenu en haleine, deux semaines durant, l'opinion de ce pays. Une campagne acharnée de toute la presse bourgeoise sondoyée a secoué les indifférences, réveillé les pires sentiments chauvins, exaspéré la passion nationaliste en présentant la défaite des communistes comme une question de salut public. Tous les moyens de pression et de corruption dont dispose la bourgeoisie sous le régime de la démocratie capitaliste ont été mis en œuvre pour assurer le sauvetage de la galère réactionnaire en perdition. Le premier tour de scrutin avait révélé, par le grand nombre des abstentions, l'évolution de l'esprit de la classe moyenne, de la petite-bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière, minuscules profiteurs du régime de plus en plus menacés par le fisc et dépouillés graduellement par la crise économique. On ne négligea rien pour rassurer momentanément cette masse hésitante, en perpétuelle oscillation entre la bourgeoisie et le prolétariat. On y mit le prix qu'il fallut. On suspendit l'envoi des feuilles d'impôt, on promit des mesures de protection du petit commerce, on horrifia les boutiquiers par la perspective du pillage bolchevik, on souleva l'instinct de conservation des petits possédants par la diffusion des histoires de brigands issues des officines de la contre-révolution russe et devenues classiques, — non encore périmées. Une fois encore, le spectre du bolchevisme fit son effet, épouvanta la foule des égoïstes et des pusillanimes. L'élection des deux communistes, qui eût été, au dire de la presse capitaliste, une honte ineffaçable pour Paris, un malheur national pour la France, une catastrophe politique, etc... a été épargnée au peuple le plus spirituel de la terre, devenu le plus abêti, le plus misonéiste, le plus conservateur. La bourgeoisie respire, enfin...

Nous n'eussions pas osé prédire un tel succès de terreur. La réaction ne peut plus nier qu'elle a senti passer le vent de sa défaite prochaine : son affolement témoigne de ses appréhensions. Le coup porté au Bloc National n'est pas décisif mais il précède de peu l'effritement. Combien de fois encore la bourgeoisie pourra-t-elle, à force de mensonges et de corruption, avoir raison du programme audacieux des communistes heurtant de front la paresse naturelle et le découragement politique des masses, les préjugés petits-bourgeois, la démagogie républicaine, le charlatanisme des politiciens professionnels ? Combien de temps le régime ploutocratique parviendra-t-il à prolonger l'illusion démocratique ? La décroissance de la majorité réactionnaire montre qu'une dure période de dictature bourgeoise est traversée et laisse prévoir de nouvelles formes de lutte contre la conservation sociale et la révolution sociale. Si l'hypothèse d'un dernier sursaut de réaction impérialiste n'est pas encore à écarter, si la possibilité du retour au pouvoir de la bande Poincaré ne doit pas être *a priori* exclue, d'un moins aperçoit-on déjà la fraction de la bour-

geoisie la plus perspicace, la plus habile, la plus souple, préparer sa coalition avec les transfuges du socialisme pour former un nouveau bloc, le « Bloc des gauches », suprême ressource du capitalisme sur la défensive, dernier obstacle dressé sur la voie révolutionnaire où le prolétariat s'est engagé.

Aux diverses tactiques de la bourgeoisie, le Parti socialiste-communiste saura opposer ses méthodes réalistes de lutte de classe, constamment renouvelées et adaptées aux conjonctures économiques et politiques du moment. Ni les coups de la réaction, ni les manœuvres de la « démocratie » bourgeoise, n'auront raison de son implacable volonté d'abattre le régime capitaliste. Quelque procédé qu'emploiera le capitalisme pour survivre aux millions de victimes dont il a couvert l'Europe avant de disparaître, il rencontrera toujours à riposte.

Le pouvoir bourgeois n'ignore pas quelle résolution inéluctable d'affranchissement total inspire l'élite agissante du prolétariat, et l'on doit tenir pour certain qu'il médite à cette heure des mesures nouvelles de protection des privilèges, c'est-à-dire de répression de l'action ouvrière révolutionnaire. La conclusion du procès des communistes, le verdict d'acquiescement rendu par le jury malgré les efforts de l'accusation cherchant au moins la justification des dix mois de prison préventive infligés aux accusés, met hors d'usage la loi de 1853 sur les complots dans les cas où l'Etat bourgeois prétendait l'employer. Encore que la magistrature servile qui protège les intérêts de l'oligarchie capitaliste ne rougit pas d'utiliser contre les communistes les lois scélérates de 1894, il lui sera désormais difficile de paraître respecter la légalité républicaine en condamnant la simple expression des idées communistes. Le Parlement à tout faire de la bourgeoisie devra forger une arme nouvelle pour nous atteindre. Mais aucune blessure ne sera mortelle pour le mouvement communiste français qui ira grandissant comme la social-démocratie allemande a grandi en dépit des lois d'exception de Bismarck. Cinquante ans après la Commune de Paris que la bourgeoisie considéra comme le tombeau de la révolution prolétarienne, la révolution prolétarienne ressuscitée se lève et marche.

Boris SOUVARINE.

EN LIBERTÉ !

Nos dix camarades acquittés, la brèche était ouverte. Les accusés du deuxième complot l'ont franchie. Amédée Dunois et Ker sont en liberté. Vouyovitch, libéré aussi, a été malheureusement expulsé. De Frenckell est en liberté.

Il reste à forcer la porte des cellules de Zalewski-Abramovitch, de Laporte, de William, de tous nos camarades des jeunes communistes. L'action ouvrière redoublera d'énergie pour la libération des derniers emprisonnés.

Boniments sur la Liberté

Le camarade Nobs, rédacteur du journal de la gauche du parti socialiste suisse *Volksrecht*, à Zurich, a publié une lettre de Zinoviev sur la nécessité d'une rupture avec les opportunistes, lettre à laquelle il joint une réponse détaillée. C'est, en somme, une réponse négative catégorique à la question de l'acceptation des vingt et une conditions d'admission dans l'Internationale Communiste, et cela, au nom de la « liberté », au nom de la liberté de critique, de la liberté en face des exigences excessives et de la dictature de Moscou (n'ayant pas conservé l'article du camarade Nobs, je me vois obligé de le citer de mémoire; mais je réponds du sens, sinon de la forme).

Le camarade Nobs s'est recruté, entre autres, un allié dans la personne du camarade Serrati qui, lui aussi, est mécontent de Moscou, c'est-à-dire des membres russes du Comité de l'Internationale Communiste et qui, lui aussi, se plaint que Moscou viole la « liberté » des différents partis et des différents membres, viole en somme la « liberté » des parties constitutives de l'Internationale Communiste. Aussi ne sera-t-il point superflu de dire quelques mots sur la liberté.

Après trois ans de dictature du prolétariat, nous sommes en droit de dire que le reproche le plus courant, adressé à l'Internationale Communiste, le reproche qui a le plus de succès dans le monde est que cette dernière viole la liberté et l'égalité. C'est justement pour cette violation de la liberté et de l'égalité, que la presse bourgeoise tout entière de tous les pays, jusques et y compris celle des démocrates petits-bourgeois, c'est-à-dire des social-démocrates et des socialistes, dans le genre de Kautsky, Hilferding, Martov, Tchernov, Longuet et autres, lance ses foudres contre le bolchevisme. Théoriquement, c'est tout à fait compréhensible. Que le lecteur se souvienne des paroles célèbres, pleines de sarcasme, de Marx, dans le *Capital*.

« Le système de la circulation et de l'échange des marchandises qui préside à la vente et à l'achat de la main-d'œuvre ouvrière est l'Eden véritable des droits naturels de l'homme. C'est le règne exclusif de la liberté, de l'égalité, de la propriété et de Bentham » (*Le Capital*. Tome I, 2^e partie, chapitre IV, fin).

Ces paroles sarcastiques renferment en même temps un sens historique et philosophique des plus profonds. Il convient de les rapprocher des commentaires populaires d'Engels sur la même question et, en particulier, des passages où ce dernier déclare que l'idée d'égalité ne peut être qu'un préjugé ou une absurdité, si elle ne comporte pas l'abolition des classes.

L'abolition de la féodalité et de ses conséquences, l'instauration du régime bourgeois

(on pourrait dire du régime bourgeois démocratique) a occupé toute une époque de l'histoire mondiale. Et les mots d'ordre de cette époque de l'histoire mondiale ont toujours été la liberté, l'égalité, la propriété et Bentham. L'abolition du capitalisme et de ses survivances, la pose des fondements du régime communiste, forment le contenu de la nouvelle période de l'histoire mondiale qui vient de commencer. Et les devoirs de notre époque sont fatalement et doivent être : l'abolition des classes et, par suite, la dictature du prolétariat ; la dénonciation impitoyable des préjugés de la démocratie petite-bourgeoise sur la liberté et l'égalité, la lutte implacable contre ces préjugés. Celui qui n'a point compris cela, n'a rien compris aux questions de la dictature du prolétariat, du pouvoir soviétiste et des principes fondamentaux de l'Internationale Communiste.

Parler de liberté et d'égalité tant que les classes ne seront pas abolies, c'est se duper soi-même ou duper les ouvriers, ainsi que tous les travailleurs et tous ceux qu'exploite le capital ; c'est, en définitive, défendre les intérêts de la bourgeoisie. Tant que les classes ne sont pas abolies, à chaque discussion sur la liberté et l'égalité, il faudrait tout au moins se poser les questions : la liberté, mais pour quelle classe, et pour en faire quel usage ? L'égalité, de quelle classe et avec quelle classe ? Et, sous quel rapport exactement ? Eviter directement ou indirectement, consciemment ou inconsciemment ces questions, c'est fatalement défendre les intérêts de la bourgeoisie, les intérêts du capital, les intérêts des exploités. Le mot d'ordre de liberté et d'égalité, lorsqu'on garde le silence sur ces questions, sur la propriété individuelle des moyens de production, est un mensonge et une hypocrisie de la société bourgeoise qui, par une reconnaissance purement extérieure de la liberté et de l'égalité, masque en fait la servitude et l'inégalité économiques des ouvriers, de tous les travailleurs, de tous ceux qu'exploite le capital, c'est-à-dire de l'immense majorité de la population dans tous les pays capitalistes.

En Russie, maintenant, grâce au fait que la dictature du prolétariat a posé pratiquement les questions fondamentales *ultimes* du capitalisme, on voit avec une netteté particulière, à qui profitent (*quid prodest*) tous les palabres sur la liberté et l'égalité, en général. Quand les social-révolutionnaires et les mencheviks, les Tchernov et les Martov viennent nous parler de liberté et d'égalité *sous le régime de la démocratie bourgeoise* — car, voyez-vous, ce n'est pas eux qu'il faut accuser de réflexions sur la liberté et l'égalité en général, ils n'oublient pas du tout Marx ! — nous leur demandons : « Mais, comment faire pour concilier la classe des salariés qui vendent leur travail,

et celle des petits propriétaires, dans la période de dictature du prolétariat ? »

La liberté et l'égalité sous le régime de la démocratie bourgeoise, c'est la liberté pour le petit agriculteur propriétaire (même s'il cultive une terre nationalisée) de vendre l'excédent de son blé au prix spéculatif du marché, c'est-à-dire d'exploiter l'ouvrier. Tout homme qui parle de la liberté et de l'égalité sous le régime de la démocratie bourgeoise — mais en admettant après le renversement du capitalisme, le maintien de la propriété individuelle et de la liberté du commerce — est un défenseur des exploités. Et ce défenseur, le prolétariat dans l'exercice de sa dictature doit le traiter à l'égal d'un exploité, même s'il s'intitule social-démocrate, socialiste ou même s'il reconnaît que la deuxième Internationale est pourrie.

Tant que subsistent la propriété individuelle sur les moyens de production (par exemple, sur les instruments agricoles et sur le bétail, même au cas où la propriété individuelle de la terre est abolie), ainsi que la liberté du commerce, les fondements économiques du capitalisme sont encore debout. Et la dictature du prolétariat est le seul moyen de détruire ces fondements, la seule voie vers l'abolition des classes (sans laquelle il ne peut être question de liberté véritable pour la personnalité humaine — mais non pour le propriétaire, — sans laquelle il ne peut être question d'égalité véritable, sociale et politique de l'homme avec l'homme — et non de l'hypocrite égalité du possédant et du déshérité, de celui qui est rassasié et de celui qui est affamé, de l'exploitateur et de l'exploité). La dictature du prolétariat mène à l'abolition des classes et cela, d'une part par le renversement des exploités et l'écrasement de la résistance de ces derniers ; et d'autre part, par la neutralisation du petit propriétaire, la suppression des causes qui le font perpétuellement osciller entre la bourgeoisie et le prolétariat, la défaite des représentants de la droite des partis socialistes. Car tous ces opportunistes et « centristes », quoique reconnaissant en paroles la dictature du prolétariat, restent en fait les protagonistes et les défenseurs des préjugés, des faiblesses, des hésitations de la démocratie petite-bourgeoise.

Ce qu'il faut tout d'abord, c'est rompre avec ces préjugés, avec ces faiblesses, avec ces hésitations ; avec les gens qui préconisent, qui défendent, qui incarnent dans leur vie ces points de vue et ces tendances. Et ensuite, et seulement à cette condition, ce sera la « liberté » d'entrer dans l'Internationale, « l'égalité » du communiste véritable (et non du communiste en paroles) avec tout autre communiste, membre de l'Internationale Communiste.

Vous êtes « libre », camarade Nobs, de défendre les opinions que vous voulez. Mais nous sommes également « libres » de dénoncer ces opinions comme des préjugés petits-bourgeois, nuisibles pour la cause du prolé-

ariat et utiles pour le capital ; nous sommes également libres de refuser d'entrer en alliance ou en rapports avec des gens défendant ces points de vue ou une politique correspondante. Cette politique et ces points de vue, nous les avons déjà condamnés au nom de tout le II^e Congrès de l'Internationale Communiste. Nous avons déjà dit que nous réclamons *absolument*, comme condition préalable, la rupture avec les opportunistes.

Ne venez pas nous parler, camarade Nobs et camarade Serrati, de la liberté et de l'égalité, en général. Parlez plutôt de la liberté de ne pas exécuter les décisions de l'Internationale Communiste relatives à l'obligation absolue d'une rupture avec les opportunistes et les « centristes » (qui ne peuvent pas ne pas saper, ne pas saboter la dictature du prolétariat). Parlez plutôt de l'égalité des opportunistes et des « centristes » avec les communistes. Eh bien ! cette liberté, cette égalité, dans l'Internationale Communiste, nous ne la reconnaissons pas ; pour ce qui est de toute autre liberté ou égalité, à votre service tant qu'il vous plaira !

La condition la plus importante, la condition fondamentale du succès, à la veille de la révolution prolétarienne, c'est la libération du parti, c'est l'épuration du prolétariat révolutionnaire.

La fausseté des discours des camarades Nobs et Serrati ne doit certes pas être entendue en ce sens qu'ils sont mensongers, qu'ils ne sont pas sincères. Pas du tout. Ces camarades sont sincères, et il n'y a subjectivement aucune fausseté dans leurs discours. Mais objectivement, au point de vue de leur contenu, ces discours sont faux, car ils sont consacrés à la défense des préjugés de la démocratie petite-bourgeoise, ils sont en somme une défense de la bourgeoisie.

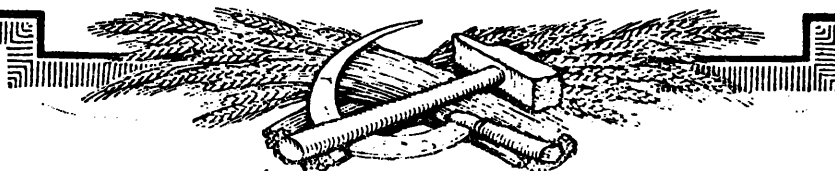
L'Internationale Communiste ne peut, en aucun cas, reconnaître la liberté et l'égalité pour tous ceux qui désirent signer des déclarations, sans tenir compte de leur conduite politique. Ce serait, en théorie et en pratique pour les communistes, un suicide analogue à la reconnaissance de la liberté et de l'égalité, sous le régime de « la démocratie bourgeoise » et autres balivernes. Pour tout homme qui sait lire et qui veut comprendre le sens de ce qu'il lit, il est parfaitement clair que toutes les décisions, thèses, résolutions de l'Internationale Communiste ne reconnaissent pas sans réserve la liberté et l'égalité pour tous ceux qui désirent entrer dans l'Internationale Communiste.

Quelle est donc la condition indispensable pour que nous reconnaissons la liberté et l'égalité aux membres de l'Internationale Communiste ?

C'est qu'ils ne laissent pas pénétrer dans le sein de cette dernière des opportunistes et des « centristes », c'est la libération de leur influence, de leurs préjugés, de leurs faiblesses, de leurs hésitations.

N. LENINE.

ACTES DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE



Appel à tous les Partis Communistes

A tous les partis communistes, à toutes les jeunesses communistes, à toutes les organisations professionnelles adhérant à l'Internationale Communiste et au Soviet International des Syndicats, à tous les ouvriers et paysans du monde entier.

La République des Soviets de Russie ne donne pas de repos aux capitalistes et aux bandits d'Europe et d'Amérique. Ils n'ont pas réussi à briser le Pouvoir des ouvriers et des paysans russes au moyen des bandes des Tchéco-Slovaques, de Koltchak, Denikine, Youdenitch et Wrangel, organisées avec l'or anglais et français. Ils n'ont pas réussi à entraîner dans la guerre contre la Russie Soviétiste les petits Etats voisins. L'aventure polonaise, elle aussi, leur a apporté une amère désillusion. Les brigands tremblent devant la puissance sans cesse grandissante de l'Etat Ouvrier et devant le mouvement révolutionnaire de leur propre prolétariat. Le chômage qui augmente chaque jour, comme conséquence de la ruine économique, dans tous les pays capitalistes atteint plusieurs millions d'hommes.

Devant ces masses, devant le prolétariat du monde entier se pose aujourd'hui plus que jamais la question de choisir entre la famine et la mort ou bien le renversement de l'exploitation et de la domination bourgeoises. La Russie révolutionnaire, dans laquelle le prolétariat est maître de sa destinée, montre aux masses opprimées le chemin de la délivrance. Pour garder leur domination les impérialistes anglais, français et autres de l'Entente et de la Ligue des Nations sont obligés de réprimer dans le sang le mécontentement de leurs ouvriers, et de faire des tentatives désespérées pour éteindre ce foyer de la révolution prolétarienne.

Camarades, pour tromper votre vigilance et détourner votre attention de leurs desseins infernaux les Gouvernements de l'Entente, soutenus par toutes les forces réactionnaires et contre-révolutionnaires d'Europe, ont choisi comme terrain de leur nouvelle agression contre la Révolution Proletarienne, non plus la Russie Soviétiste, dont le sol leur est devenu inaccessible, mais les pays balkaniques.

Ce choix n'est pas accidentel. Les Balkans sont

limitrophes de la Russie Soviétiste. Le mouvement révolutionnaire du prolétariat et des paysans y prend une forme massive et communiste embrassant toutes les couches laborieuses des villes et campagnes sous le drapeau de l'Internationale Communiste. Les élections aux Parlements Bulgare, Yougo-Slave et Grec ont montré de quelle énorme influence jouissent dans ces pays les Partis Communistes et la Fédération Communiste Balkanique. Dans ces élections le prolétariat et les masses laborieuses des Balkans ont manifesté leur solidarité avec les travailleurs de la Russie Soviétiste et leur ferme volonté de briser le joug de leur bourgeoisie. L'écrasement de Wrangel, l'extension et l'affermissement de la Révolution au Caucase, le renforcement du mouvement national en Anatolie et la défaite des troupes grecques, ont épouvanté les bandits impérialistes de l'Entente. Pour prévenir la création d'une République Soviétiste des Balkans qui d'un côté ferait un bloc inébranlable avec la Russie Soviétiste et de l'autre couperait à jamais l'Asie Mineure et le Proche-Orient, de l'influence pernicieuse des brigands anglo-français en suscitant l'insurrection générale des peuples opprimés de Turquie et de Perse, les Gouvernements de l'Entente ont dû faire des bassesses, demander l'aide de la bourgeoisie balkanique malgré sa faillite déclarée et l'organiser en « Petite Entente ». Cette petite Entente, formée à Paris et à Londres avec les Gouvernements de la Yougo-Slavie, de la Roumanie, de la Tchéco-Slovaquie, de la Pologne et vraisemblablement de la Bulgarie et de la Grèce, vise, au prix de petites concessions mutuelles territoriales et économiques, à unir la bourgeoisie des Balkans et du Danube pour combattre le mouvement révolutionnaire communiste balkanique et pour attaquer à main armée la Russie Soviétiste.

Camarades, la réalisation de ce plan est déjà commencée. Les forces noires de la réaction sont déjà concentrées et installées à leur poste. Les débris de l'armée Wrangel, secrètement soutenus par les impérialistes français ont occupé les points stratégiques de Thrace, de Macédoine et de Yougo-Slavie. Les partis bourgeois des Balkans se liguent et, aidés par les social-traitres (social-patriotes de Roumanie, socialistes larges de Bulgarie, centromachi et social-démocrates de Yougo-

Slavie) font bloc avec leurs Gouvernements contre le spectre rouge de la Révolution Proletarienne. Des répressions sauvages sont exercées contre les partis communistes et les syndicats.

En Grèce on arrête et on poursuit les militants communistes, on entrave le développement de la presse. On violente et on expulse les membres des minorités nationales pour la seule raison qu'ils ont voté pour des candidats communistes.

En Roumanie la terreur passe toute description. On ferme les cercles ouvriers, on arrête et on violente dans les prisons les leaders ouvriers et communistes. Des expéditions militaires et un atroce régime policier répriment le mécontentement des paysans.

En Bulgarie on emprisonne et on roue de coups dans les bureaux de police les ouvriers et les communistes. Les municipalités communistes sont dispersées, les membres des soviets arrêtés et expulsés. La censure détruit les journaux et revues communistes. Les chefs du mouvement professionnel, même membres du Parlement démocratique, sont livrés par le Parlement lui-même aux Cours martiales sous prétexte d'organisation de rébellion contre le Gouvernement.

Mais c'est en Yougo-Slavie que la terreur bourgeoise atteint son apogée. Le Parti Communiste a été déclaré dissous par un ordre ministériel pris en dehors de l'Assemblée Constitante. Tous ses clubs, maisons du peuple, imprimeries, librairies, journaux et revues sont confisqués. Les ouvriers en grève sont mobilisés de force. A Zabreb, à Boukvar, à Belgrade et en Macédoine on arrête les communistes et la police violente les chefs du mouvement professionnel. Les contre-révolutionnaires russes et les bandits de Wrangel aident la police et la gendarmerie à emprisonner et à massacrer les bolchéviks Yougo-Slaves. Les assassinats politiques de communistes sont devenus un fait quotidien, encouragé par le consentement tacite de la Constituante où, à l'exception des députés communistes, on ne saurait trouver un seul représentant de la démocratie Yougo-Slave, laquelle aurait protesté contre le décret ministériel mettant hors la loi des milliers de citoyens actifs du pays. Cette Constituante a montré par là aux masses laborieuses qu'elle ne représente pas la volonté populaire, mais l'arbitraire des assassins du Peuple. Elle a manifesté elle-même sa véritable nature, son hypocrisie et sa cruauté. Le prolétariat et les paysans travailleurs voient que la démocratie pure et le Parlement national sont le paravent derrière lequel se cache la plus ignoble des dictatures des monarchistes, de la bourgeoisie et du capital.

Camarades, le prolétariat Yougo-Slave et balkanique ne se refusera pas à la lutte et ne reculera pas devant les lourds sacrifices qu'elle exige. Il relèvera le gant et tendra ses forces pour repousser la vile attaque de l'impérialisme balkanique et mondial. Mais cette lutte n'intéresse pas seulement le prolétariat balkanique, elle est un des chaînons de la grande lutte du prolétariat contre la bourgeoisie.

Si le prolétariat balkanique est aujourd'hui défait, votre défaite à vous aussi ne fait pas de doute. C'est pourquoi vous devez empêcher cette défaite. Tendez vos forces et votre attention. Découvrez devant les masses laborieuses de votre pays les crimes perfides de vos gouvernements impérialistes qui veulent étrangler la Révolution russe et le mouvement révolutionnaire des Balkans pour renforcer la domination du capital. Grossissez les rangs des Partis Communistes, préparez l'attaque contre la domination capitaliste. De la défense passez à l'attaque, car l'offensive

seule donnera la victoire. Tous au combat pour défendre le prolétariat balkanique et la Révolution russe ! Insurgez-vous contre la domination et la dictature de la bourgeoisie. Levez hardiment le drapeau de l'affranchissement. Vive la solidarité fraternelle de tout l'univers ! Vive la Révolution mondiale !

Le Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.

La Russie au travail

Dans son rapport à la Conférence panrusse de la propagande pour la production, Lanchanov, le Commissaire du Peuple aux Voies de Communication, a fourni de nombreuses données caractérisant le travail du prolétariat russe et du Pouvoir des Soviets pour la restauration des chemins de fer.

Les généraux blancs en combattant les ouvriers et les paysans russes n'épargnaient pas la richesse nationale. Sans hésiter ils détruisaient les ponts, les gares, les aiguilles, les châteaux d'eau etc. L'étendue des voies ainsi dévastées atteint 46.000 verstes. Il a fallu reconstruire toutes ces lignes. Actuellement 40 % est remis en état. Si on considère l'énormité des destructions barbares commises sur les voies et les bâtiments par les gardes blancs, ces résultats, atteints en une année doivent être déclarés brillants.

Pour le matériel roulant aussi, la situation s'est améliorée. Au 1^{er} janvier 1920 nous avions 9.400 locomotives et au 1^{er} janvier 1921 18.800. Sur ce nombre 7.700 sont en service, au lieu de 3.800 l'année dernière. Le pourcentage des locomotives malades est descendu de 58,1 à 56,7. Actuellement on a une locomotive en service pour 8 verstes de réseau, au lieu d'une pour 12 1/2.

Ces chiffres montrent une amélioration, non seulement absolue mais aussi relative, de nos chemins de fer. Cette amélioration, nous la devons principalement à l'énergie de la lutte conduite contre toutes les causes de désorganisation. En 1920 il a été réparé 66.800 wagons, alors que le programme en réclamait seulement 48.400. Dans le second semestre les réparations des locomotives ont dépassé de 47 % le plan. L'amélioration ne se montre pas seulement dans le matériel roulant, mais aussi dans l'exploitation. L'année dernière un wagon fournissait un parcours moyen d'environ 24 verstes par jour, en janvier 1921, il fournit un parcours de 42 verstes.

Le parcours moyen de chaque locomotive est passé de 62 verstes par jour à 80. Cette augmentation a été obtenue et maintenue en janvier dernier malgré la crise du combustible qui a retardé et arrêté longuement les trains sur plusieurs réseaux.

Toutes ces données montrent clairement les résultats énormes qui ont été atteints en une année dans les transports. Il ne faut pas oublier qu'il a fallu travailler malgré la crise générale, la disette de combustible et surtout la guerre avec la Pologne et avec Wrangel qui nous ont enlevé beaucoup de forces et de moyens.

Ces résultats brillants montrent ce que peut faire le prolétariat russe par un travail commun et énergique et tout ce qu'il fera maintenant, une fois la guerre finie, alors que tous les efforts sont dirigés sur le front économique. Comme il a vaincu l'année dernière la crise des transports, il vaincra cette année la crise du combustible.

N. MECHTCHERIAKOV.

La Révolution de Novembre

Plus de trois ans se sont écoulés depuis le jour, où le prolétariat russe a secoué le joug des capitalistes et créé la République des Soviets. Par ses dimensions et sa signification, cette révolution a été la plus grande dans l'histoire de l'humanité.

La révolution de novembre a fait la première brèche au front de la guerre impérialiste ; elle a éveillé la conscience des masses populaires du monde et démoralisé les armées impérialistes.

La révolution de novembre a mis fin aux persécutions nationales en Russie, accordé à toutes les nationalités le droit de disposer d'elles-mêmes, libéré les peuples de l'Asie russe, déchiré les traités déshonorants conclus à leur détriment et rappelé de l'Orient les cosaques de l'ancien régime ; elle a renoncé à toutes les prérogatives militaires et à tous les avantages économiques qui résultaient pour la Russie de l'esclavage de ces peuples.

La révolution de novembre a libéré les paysans russes et définitivement restitué la terre aux prolétaires des campagnes et aux paysans nécessiteux. Elle a aboli le capital en nationalisant les banques, les fabriques, les mines, les transports et en organisant la répartition sans l'intermédiaire des négociants et des spéculateurs. Désormais, la classe ouvrière russe détient toute la production et la dirige dans l'intérêt de ceux qui y participent directement, et non pour enrichir des capitalistes et les forbans.

La révolution de novembre a émancipé la femme et arraché les filles des prolétaires à la prostitution, en leur donnant la possibilité de vivre d'un travail honnête et utile. La révolution de novembre a délivré le peuple russe de l'oppression économique du capital étranger et transmis les immenses richesses du pays au prolétariat organisé.

La révolution de novembre a institué le pouvoir des Soviets des Ouvriers et Paysans et posé les fondements d'une nouvelle organisation de l'Etat prolétarien.

C'est grâce à elle, que le pouvoir de l'Etat a cessé d'être un instrument d'oppression, pour devenir l'organe qui pourvoit aux besoins des masses ouvrières.

C'est grâce à elle, que les ouvriers et les paysans russes jouissent largement des droits politiques, leur garantissant le pouvoir absolu et direct. C'est grâce à elle, que les ouvriers et les paysans détiennent la presse qui, au lieu d'asservir leur conscience, leur ouvre désormais les voies des sciences et des arts sociaux.

C'est grâce à elle, que les prolétaires ont pu arracher leurs enfants à la misère et au vice. Les palais, les hôtels des bourgeois et des nobles sont devenus des écoles, où les enfants sont éduqués et instruits aux frais de l'Etat.

C'est grâce à la révolution de novembre, que l'existence matérielle des travailleurs est assurée : les mesures prises pour assurer la défense de leur vie et de leur santé se multiplient ; d'immen-

ses efforts sont faits, en vue de répandre parmi eux l'instruction.

C'est grâce à la révolution de novembre, qu'ont disparu l'ancienne armée et l'ancienne police tsaristes brutales et corrompues (appui fidèle des nobles et des exploités). L'Armée rouge et la milice prolétarienne les ont remplacées pour défendre la révolution des complots et des attaques désespérées des capitalistes russes et étrangers.

L'ancienne « justice » qui soutenait le pouvoir policier et capitaliste a disparu, remplacée par le Tribunal Populaire Révolutionnaire.

Il n'y a plus en Russie des Soviets d'affamés et de chômeurs ; il n'y a plus de vieillards et d'invalides sans abri, ni de mendiants, d'ivrognes, ni de prostituées, de voleurs, de bandits ; ces produits de la corruption bourgeoise ont disparu ou sont condamnés à disparaître.

La solidarité, le souci d'assurer le sort des faibles et des miséreux règnent dans la société nouvelle. La fraternité, l'entraide, le sacrifice à l'intérêt général, la fidélité à une société de travailleurs sont les sentiments qu'on y cultive.

Un immense enthousiasme révolutionnaire y anime les masses ouvrières, y fortifie leur volonté et les porte irrésistiblement vers la réalisation complète de l'idéal communiste.

La révolution de novembre a accompli une œuvre incomparable ; elle a secoué le joug capitaliste, anéanti un système économique et social, annoncé la fin d'une époque historique (celle du capitalisme), posé les fondements d'une société nouvelle, où les moyens de production appartiennent à la société.

La révolution de novembre a porté le premier coup au capital. C'est là le motif de la haine que lui portent les capitalistes de tous les pays ; c'est là la raison de la sympathie et de l'espérance infinie qu'elle inspire aux travailleurs et aux opprimés du monde entier.

Les capitalistes se sont coalisés pour noyer la révolution dans le sang prolétarien, pour étouffer sa vérité nouvelle dans leur cloaque de lâchetés, de mensonges et de calomnies.

Les paysans et les ouvriers russes sont ainsi les premiers champions de la révolution mondiale. Loués soient-ils et couverts de gloire !

V. KOLAROV.

Le Programme du Parti Communiste Russe (Bolchevik)

Une brochure 0 fr. 60
Adresser les commandes, accompagnées du montant, à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris.

La Situation Politique et Economique DE L'ANGLETERRE

La guerre a mis fin provisoirement au conflit politique qui rongait l'Angleterre. Les deux partis capitalistes, les libéraux et les conservateurs, ont formé une coalition pour toute la durée des opérations militaires. Ils ont invité le Parti ouvrier à s'y joindre. Henderson, secrétaire du Parti Ouvrier, G. W. Barnes et John Hodge ont reçu des postes ministériels. L'union sacrée fut ainsi heureusement complétée. Mais les partis socialistes n'ont pas trempé dans cet accord et ont continué la lutte contre la guerre. Le Parti Socialiste Britannique et le Parti Ouvrier Socialiste étaient ennemis de la guerre. Ils savaient que la sanglante aventure capitaliste avait été déterminée par l'antagonisme des impérialistes et capitalistes de tous les pays, désireux de mettre la main sur les marchés mondiaux et de conquérir de vastes empires coloniaux. Le Parti Ouvrier Indépendant, dans son attitude contre la guerre, partait du point de vue pacifiste. Il affirmait qu'elle allait à l'encontre des intérêts sacrés de l'humanité.

Cette coalition des forces capitalistes a été l'œuvre d'Asquith, président du conseil jusqu'en 1917, date à laquelle Lloyd George, ministre de la guerre, organisa, avec le concours du feld-maréchal French, son fameux coup d'Etat et s'empara de la présidence. Lloyd George a pu réaliser ses desseins grâce au précieux concours que lui apporta, à cet effet, le maréchal French, qui déclara qu'Asquith était responsable du mauvais approvisionnement des armées britanniques en campagne.

La coalition subsista jusqu'en 1918, quand une conférence spéciale du Parti Ouvrier exigea que les membres du Parti siégeant au conseil des ministres donnassent leur démission. Henderson l'avait déjà fait, à la suite d'un conflit surgi entre lui et Lloyd George, au sujet de la reconnaissance par l'Angleterre du gouvernement de Kérensky. Mais Barnes, Parker et Roberts et deux ou trois autres ministres ouvriers, refusèrent de quitter le gouvernement, et pour ces raisons se virent retirer leurs pouvoirs de représentants du Parti Ouvrier.

Vers la fin de la guerre, en novembre 1918, on souleva la question de la dissolution de la coalition. Asquith se prononça cependant pour son maintien, jusqu'au moment où les détails du traité de paix auraient été divulgués. Puis il proposa de commencer les préparatifs pour la campagne électorale. Mais Lloyd George exprima le désir que les élections commençassent sur-le-champ, pour mettre à profit l'aurore de la paix victorieuse qui l'entourait (selon sa propre expression), et qui lui devait assurer le maintien de ses pouvoirs

de représentant national. Son projet fut mis à exécution, et il fit connaître au pays son programme politique, qui comportait : le jugement du kaiser, le remboursement par l'Allemagne de tous les frais de la guerre, l'amélioration des conditions économiques du peuple. Les conservateurs approuvèrent le projet de Lloyd George, de même que les libéraux : Les éléments qui soutenaient Lloyd George formèrent donc une nouvelle coalition, et tous ceux qui s'y montraient défavorables furent regardés d'un mauvais œil.

Plusieurs libéraux se joignirent à Asquith et refusèrent d'adhérer à la coalition. Les élections donnèrent les résultats suivants : 500 partisans de la coalition, 67 membres du Parti Ouvrier, une vingtaine de libéraux indépendants et environ 50 *sinn feiners* (membres du Parti irlandais). Les nationalistes irlandais n'eurent que trois ou quatre élus.

C'était une campagne électorale de guerre. Le peuple, brûlant de chauvinisme et de préjugés, vota pour la coalition. Depuis, les sentiments de la nation ont bien changé. Les masses qui espéraient voir tomber rapidement le coût de la vie, s'aperçurent que les prix allaient toujours crescendo. Ayant poussé l'illusion jusqu'à s'imaginer que les Allemands paieraient tous les frais de la guerre, la population se vit frappée, au contraire, de nouveaux impôts, dont le nombre et le poids augmentaient sans cesse. Aussi apprit-elle avec étonnement, par les déclarations ministérielles, que les indemnités de guerre ne pouvaient pas alléger la situation. Le peuple, revenu de la guerre, espérait goûter les plaisirs du foyer que lui promettait Lloyd George, mais il s'aperçut bien vite que tout allait de mal en pis dans le pays. Aussi l'état d'esprit actuel, comme on le pense, s'est considérablement modifié.

Lloyd George s'est parfaitement rendu compte qu'un régime pareil ne pouvait durer. Il a donc lancé un appel à tous les éléments bourgeois pour les inviter à serrer les rangs et à faire l'unité de front. Tout récemment, il déclarait dans un discours : « Un nouveau parti a fait son apparition sur l'arène politique ; selon les pays, il s'appelle tantôt bolchevik, tantôt communiste ou socialiste. Mais, au fond, il est partout le même. Les milliers de petits meetings tenus aux coins des rues, et dont nous nous moquions, ont abouti à la création d'un nouveau parti qui jette un défi à la sécurité de la société actuelle. Tous ceux qui tiennent à la conservation de l'individualisme et à l'initiative privée, doivent faire front contre cet ennemi commun. »

Cet appel fut répété par Winston Churchill, ministre de la guerre et adversaire le plus irréductible de la Russie soviétiste. Unissant leurs efforts, ces deux hommes cherchent à grouper tous les éléments anti-ouvriers en un seul parti bourgeois, profondément pénétré de préjugés de classe. Plusieurs hommes politiques du régime capitaliste actuel n'approuvent pas cette tendance. Asquith voudrait maintenir le vieux parti libéral comme une unité politique distincte ; lord Robert Cecil déplore la lutte de classes. Ces hommes ont des partisans qui savent que, pendant des générations, les ouvriers britanniques ont été les dupes des libéraux et des conservateurs, en prenant la lutte entre ces deux partis capitalistes pour un vrai conflit social. Asquith ne peut pas être considéré comme un ami des ouvriers. Il l'a d'ailleurs prouvé à maintes reprises. C'est à lui qu'incombe la responsabilité de l'envoi de troupes contre les ouvriers en grève, ainsi que de quelques arrangements secrets conclus en commun accord avec sir Edward Grey, avant et pendant la guerre.

Les partis capitalistes ne sont pas sans comprendre combien ils ont besoin de se sentir solidaires les uns des autres pour traverser, sans préjudice, la crise qui approche. Chaque élection complémentaire accuse la croissance du nombre de suffrages recueillis par les ouvriers. Lloyd George l'a constaté encore tout récemment dans un de ses discours : « Si nous ne faisons pas bloc, les socialistes seront bientôt le parti le plus important dans notre Parlement.

Cela ne veut pas dire que les masses anglaises soient révolutionnaires. Les conditions actuelles sont très bonnes et la situation générale n'est pas révolutionnaire. Néanmoins, les choses sont dans cette direction.

En ce moment, les produits alimentaires abondent dans le pays et, sauf deux ou trois articles, on peut se les procurer sans la moindre difficulté. Le sucre est rationné, mais chacun peut en recevoir librement une demi-livre tous les huit jours, le beurre est aussi rationné ; on le délivre à raison de deux onces par semaine et par habitant. Il est vrai que ceux qui ont de l'argent peuvent acheter ces articles aux prix de spéculation plus élevés. En général, le coût de la vie est élevé et va toujours croissant. Le sucre coûte sept fois autant qu'avant la guerre ; le charbon, trois fois ; le beurre, quatre fois ; le thé, deux fois. Les appointements sont à peu près doublés par rapport à ceux d'avant-guerre.

Par suite de la hausse des prix, les ouvriers organisés se voient dans la nécessité de se mettre, de temps en temps, en grève ou d'en menacer les patrons. Quoi qu'il en soit, l'augmentation du coût

Les ouvriers britanniques sont fortement exaspérés contre certains administrateurs de trade-unions qui se sont joints à la demande des capitalistes relative à « l'intensification de la production ». Des journaux, des magazines et des revues techniques publient régulièrement des articles de Clynes, de Hodge, de Brace, de Thomas, de Brownlie et autres leaders trade-unionistes, qui exhortent les ouvriers à envoyer sur le marché plus de

marchandises des fabriques et usines, des ateliers et des mines où ils travaillent. Cependant, les ouvriers ne se laissent pas tromper. Ils savent que « l'intensification de la production » signifie, sous le régime capitaliste, de gros bénéfices et d'énormes avantages pour les entrepreneurs et fabricants. Ce serait avec joie que les ouvriers intensifieraient la production dans une république ouvrière, mais pas sous le régime bourgeois. Tous ceux qui sont chargés de mener une pareille campagne en faveur de la surproduction se plaignent de la difficulté de leur tâche et du mauvais accueil qui leur est fait. Les masses ouvrières sont réfractaires à toute propagande de ce genre et ne veulent rien entendre.

Le problème irlandais est au nombre de ceux que le gouvernement capitaliste anglais ne peut solutionner. Après les élections générales de 1918, plus des trois quarts des membres du Parlement élus en Irlande, tous des sinn feiners, prirent l'engagement de ne pas fréquenter la Chambre des Communes et refusèrent de prêter serment. Il ne reste donc que trois ou quatre nationalistes et un nombre insignifiant d'unionistes venant d'un coin du nord-est de l'Irlande. Ce dernier groupe comprend des hommes qui se sont installés en Irlande, mais qui ne sont pas d'origine irlandaise et ne sympathisent pas avec ce pays. Donc, en fait, l'Irlande n'est pas représentée à la Chambre des Communes. Ce qui n'empêche pas la Chambre des Communes de discuter un bill relatif au « home rule », bien qu'il n'y ait pas un seul représentant réel de l'Irlande, les nationalistes n'assistant pas aux débats à ce sujet. Le bill en question n'est rien de plus qu'une farce, que l'Irlande repousse avec mépris.

Entre temps, l'Irlande se trouve sous le falon de fer du militarisme britannique. Partout, dans les rues, ce n'est que soldats, tanks, fils de fer barbelés. On se croirait en pays occupé par l'ennemi. Beaucoup d'agents de police ont été tués pendant la guerre de partisans et un grand nombre de bureaux de police et de caisses du fisc saccagés. Partout, le peuple irlandais est en révolte, mais il ne s'insurge pas ouvertement, car ce serait faire le jeu du gouvernement britannique, qui ne désirerait pas mieux que de faire donner les troupes qu'il a concentrées à cet effet.

Une autre question, non moins importante, est celle des finances nationales. Pendant la guerre, la dette publique de l'Angleterre remonta de 700.000.000 de livres sterling à 3.000.000.000. Les intérêts que l'on perçoit sur cette dernière somme sont de 350.000.000 de livres sterling par an, c'est-à-dire qu'ils dépassent le bilan d'Etat d'avant la guerre. A cette somme, vraiment énorme, il faut ajouter d'autres millions que nécessitent les pensions des invalides de la guerre et l'entretien de l'armée et de la marine, qui coûtent maintenant quatre fois plus cher qu'avant la guerre. Les frais de l'Etat sont actuellement si grands que le chancelier de l'Echiquier doit avoir recours à des moyens spéciaux pour trouver l'argent qui lui est nécessaire pour faire face aux engagements financiers du gouvernement. Il voudrait bien imposer, d'une manière ou d'une autre, les capitaux ou

frapper d'une taxe spéciale les bénéfices de guerre, mais il n'ose pas le dire ouvertement. Il avait chargé une commission spéciale d'élucider cette question, mais la commission s'est montrée tout aussi effrayée que le chancelier lui-même. Les capitalistes qui ont réalisé, grâce à la guerre, de gros bénéfices, s'opposent à toute imposition de ces derniers et luttent avec acharnement contre tout projet dans ce sens du gouvernement. Quant à la taxe dont sont frappés les bénéfices extraordinaires de guerre, taxe représentant une mesure militaire spéciale, les intéressés s'y dérobent en faisant construire de nouvelles fabriques et en les munissant d'un nouvel outillage technique. Il faut dire encore qu'ils ne perdent pas leur temps et qu'ils mènent une propagande très active pour faire supprimer cette taxe. L'attitude du capitaliste britannique est toujours la même : ne rien payer et amasser constamment. Il faut noter aussi que les emprunts de guerre britanniques appartiennent également aux capitalistes anglais, qui ont emprunté à l'Amérique 1 milliard de livres sterling, de sorte que les intérêts perçus sur cette somme iront tomber dans les poches des financiers britanniques.

Le chancelier de l'Echiquier, qui tremble devant ses maîtres capitalistes, mais qui a pourtant besoin de se procurer de l'argent, vend à tort et à travers toutes les propriétés, immeubles et objets que le gouvernement avait achetés pendant la guerre : automobiles, usines, machines, bâtiments, vêtements, etc., et met le produit de ces ventes dans la caisse de l'Etat, sous la rubrique « Recettes ». En même temps, il frappe de plus en plus fortement les ouvriers de toutes sortes d'impôts. Le sucre, le thé, le tabac, la bière, les divertissements et une foule d'autres choses sont taxés et, en maintes occasions, très sensiblement. Les impôts élevés exaspèrent la population et provoquent la hausse croissante des prix.

Les mineurs ont entamé, il y a quelque temps, une campagne politique en faveur de la nationalisation des mines, dont le contrôle devrait appartenir aux ouvriers. Au congrès des trade-unions, en septembre dernier, il fut décidé d'adresser un ultimatum au gouvernement, exigeant la nationalisation des mines. Le gouvernement rejeta la demande des ouvriers. Un second congrès fut convoqué, mais il désapprouva les ouvriers dans leur intention de forcer le gouvernement à donner satisfaction à leur exigence. La campagne en faveur de la nationalisation, ainsi inaugurée, se poursuit. Il est certain que les ouvriers ne se calmeront pas, aussi longtemps que le contrôle de l'industrie ne sera pas entre leurs mains.

Les cheminots cherchent aussi à s'assurer le contrôle des chemins de fer et font, à cet effet, une propagande très énergique.

En Angleterre, on s'intéresse vivement à la question russe. Nombre de manifestations importantes ont été organisées en diverses parties du pays, pour réclamer la mise à exécution du mot d'ordre « Hands off Russia ! » (Laissez tranquille la Russie !) Il en a été de même dans tous les meetings du Premier Mai. Le *Daily Herald* et le

Call ont consacré la plupart de leurs colonnes à des articles et appels sur ce sujet. Les masses veulent qu'on laisse la Russie en paix, pour qu'elle puisse se développer librement et à sa guise. Elles insistent sur la reprise des relations commerciales avec la République soviétiste, comprenant que le blocus de la Russie fait tort non seulement à ce pays, mais qu'il est aussi la cause de la cherté de la vie en Angleterre. Même les trade-unions modérées ont publié des déclarations, demandant la paix avec la Russie. Les communistes ont dénoncé la participation du gouvernement britannique aux complots de Koltchak, de Dénikine et d'autres généraux blancs ; ils se sont vigoureusement opposés aux projets réactionnaires de Churchill.

Les récentes révélations de Bonar Law concernant les grandes quantités de munitions de guerre envoyées aux bandits polonais ont produit une grosse émotion dans le peuple. Les dockers ont refusé de charger ces munitions ; les cheminots les ont imités. Les ouvriers surveillent attentivement tous les ports.

Il est encore d'autres questions qui préoccupent les ouvriers anglais ; ce sont : l'attitude du gouvernement britannique à l'égard des Indes et de l'Egypte, les nombreux scandales de guerre et l'attitude arrogante des éléments qui jouissent insolentement de la vie, grâce aux fortunes inouïes qu'ils ont édifiées au cours de ces dernières années.

Toutes ces choses : cherté de la vie « intensification de la production », Irlande, Russie, Egypte, finances et ainsi de suite, rendent le peuple de plus en plus irrité contre le gouvernement. La popularité de Lloyd George s'est évanouie. On le considère comme un avocat rusé, astucieux et de mauvaise foi, passant avec une rapidité extraordinaire d'une opinion à l'autre. Dans un appel spécial, il invita toute la bourgeoisie à se lancer énergiquement dans la lutte de classes. Maintenant, les ouvriers ne s'y trompent plus, ils savent à qui ils ont affaire. Les événements marchent vers une crise imminente. Le gouvernement ne peut pas s'acquitter des problèmes qu'il a créés lui-même ; sa chute est donc inévitable. Lentement, mais sûrement, les ouvriers anglais vont de l'avant et tournent de plus en plus vers la gauche ; le Parti socialiste britannique les accompagne dans leur marche, travaille avec eux et les oriente vers le Communisme.

Mc. LAINE.

A. GLEBOV

LES SYNDICATS RUSSES ET LA RÉVOLUTION

Préface de
Boris SOUVARINE

Une brochure 0 fr. 50

Adresser les commandes, accompagnées du montant, à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris.

Pages écrites en Prison

Les petits articles inédits que nous publions aujourd'hui ont été écrits par Karl Liebknecht le grand communiste allemand en 1917 et 1918, pendant son emprisonnement, à une époque où il ne recevait qu'un journal quotidien, qu'on lui donnait d'ailleurs après l'avoir lu, c'est-à-dire avec une semaine de retard. Ces journaux, il ne pouvait les lire que le dimanche, le travail obligatoire ne lui laissant, les jours ouvrables, qu'un quart d'heure de loisir. Nous continuerons dans le prochain numéro la publication de ses articles.

Tâches des ouvriers allemands après la guerre

(1917)

On entend souvent affirmer que, si l'impuissance du prolétariat s'avère, si la lutte contre la guerre ne produit pas la révolution et surtout si l'Allemagne remporte la victoire, la guerre sera « vaine » et « vains seront tous nos sacrifices ».

S'il ne s'agissait que de cela et si le prolétariat international pouvait seulement recommencer, après la guerre, son action avec les réserves de forces dont il disposait auparavant et sur ses anciennes positions ! Mais, en réalité, le prolétariat de tous les pays belligérants est affreusement débilisé, tant au physique qu'au moral ; les classes possédantes des pays victorieux ont remarquablement accru leur puissance économique et politique. La plupart des chefs et une partie considérable des masses ouvrières sont dans ces pays profondément démoralisés, stupéfiés, désespérés, découragés ; dans les pays vaincus, ils sont par contre la proie du chauvinisme et du désespoir.

Le prolétariat est moins que jamais capable d'action, alors que les classes possédantes envisagent plus clairement que jamais leurs intérêts et leurs buts. La solidarité internationale se heurte à de terribles obstacles, tandis que les dissentiments nationaux, trouvant un terrain favorable, sont devenus un mal chronique. L'impérialisme triomphe, le socialisme a perdu son influence, et ce qui s'accomplit aujourd'hui discrédite même rétrospectivement, la commune de 1871. Notre bilan ne se solde pas par un zéro, mais par un déficit énorme. Tels sont, pour le prolétariat révolutionnaire, les résultats de la guerre.

De la guerre franco-allemande, comme de toutes les guerres, le socialisme sortit propre, plus éclairé et mieux trempé ; mais la guerre mondiale actuelle n'en laisse que ruines. Son idéologie et son organisation se désagrègent et se désagrègent bien plus dans les pays où elles paraissent s'être le mieux maintenues, en se soumettant aux puissances régnautes, c'est-à-dire dans les pays, où elles ont fait sans réserve le jeu des ennemis mortels du prolétariat.

La classe ouvrière a rétrogradé jusqu'en deçà de 1870 ; tel est le bilan.

Dans chaque pays et dans l'Internationale, il faut maintenant recommencer notre œuvre de propagande et d'organisation, notre œuvre de préparation, de lutte de classe, de solidarité internationale

L'organisation internationale des masses ouvrières, et le mouvement de ces masses doivent renaitre dans des conditions effroyablement dures. Tous au travail ! au travail et haut les cœurs !

Après la guerre, comme pendant la guerre et même davantage, l'Allemagne aura dans le monde un rôle décisif, surtout pour le développement révolutionnaire. Et le prolétariat allemand a pour devoir de déployer la plus grande activité, une activité d'autant plus intense que sa passivité aura été plus profonde pendant la guerre. Il rachètera ainsi son péché historique et ne le rachètera qu'ainsi. Mais, si le travailleur allemand ne prend pas conscience de son devoir et ne sait pas l'accomplir, les générations futures le maudiront avec juste raison.

Plus précisément, les tâches qui s'imposent à nous seront les suivantes :

1. Au sein des Etats constitués après la guerre, dans le milieu économique, social, politique, historique qu'ils nous offriront, grouper et organiser les éléments socialistes, faire leur éducation dans l'esprit de l'internationalisme révolutionnaire ; se servir de tous les moyens de l'action directe (sans respecter naturellement les limites de la légalité), pour créer un puissant mouvement d'agitation et d'organisation imbu du même esprit.

2. Sur la base que nous offriront, après la guerre, les unités impérialistes, et en nous servant des relations internationales en régime capitaliste, reconstituer l'Internationale des Prolétaires, mais comme une association des travailleurs de tous les pays, pénétrée de l'esprit révolutionnaire internationaliste, comme un organisme mondial de lutte des classes.

3. Tirer parti, dans tous les pays, des conséquences sociales, économiques et politiques de la guerre, en vue d'organiser les masses et de les mener au combat.

4. Tirer également parti des antagonismes nationaux que la guerre aura développés, afin de les transformer inférieurement et, soit d'y trouver des forces pour la lutte des classes internationales, soit d'en neutraliser l'effet contre cette dernière.

5. Soutenir dans tous les pays et dans tous les domaines de la vie, la lutte des classes internationale la plus énergique ; consacrer une attention toute particulière à l'action antimilitariste (agitation et organisation) parmi les soldats et parmi les populations, en général.

6. Consacrer une attention toute particulière à l'Allemagne. S'efforcer de la pousser à l'action révolutionnaire et d'entraîner dans la lutte ses masses populaires.

7. Conformément aux exigences de tout ce travail, combattre les éléments indignes de confiance, enclins à la trahison, douteux, instables ou inaptes à l'action révolutionnaire, et les tendances qu'ils constituent au sein du prolétariat.

Maudites soient les demi-mesures

(Septembre 1917)

La malédiction qui pèse sur toute demi-mesure, sur toute hésitation, est la première et la plus ancienne des malédictions politiques. Elle est plus lourde que celle qui pèse sur Caïn pour le meurtre d'Abel.

L'intégrité, l'absence de toute demi-mesure (et

certes non la politique équivoque de Kérénsky), la dictature du Soviet des Ouvriers et des Soldats, la dictature du prolétariat peut seule sauver la révolution russe pour les masses, — peut seule la sauver du tsarisme encore aux aguets, des Hohenzollern et des Habsbourg, de l'impérialisme russe et de celui de l'Entente ; seule, la dictature du prolétariat et des masses laborieuses des villes et des campagnes qui le soutiennent peut, en proclamant résolument leur volonté de défendre cette république, cette Russie révolutionnaire qui leur appartient, contre les hordes esclaves de l'invasion, contre les hordes des empires centraux, conduites par les Tamerlans modernes, seule la dictature prolétarienne, inspirée de cet esprit révolutionnaire et faisant face également à l'impérialisme de l'Entente, peut trouver son salut. Mais jusqu'à présent, la force lui a manqué et en tout cas, la résolution. Dès le mois de juillet, Tchédzé a repoussé l'idée de la prise totale du pouvoir par les soviets des ouvriers et des soldats. Et nous attendons maintenant avec une fiévreuse impatience que le prolétariat russe prenne une résolution et se décide à saisir, avec une foi inébranlable en ses propres forces, les rênes du pouvoir.

Tactique et principe

Notre attitude envers la guerre se définit entièrement par l'internationalisme, par nos appréciations sur les questions politiques, sociales et économiques, par notre lutte, par nos méthodes, par notre but.

La défense d'un pays est, en effet, conditionnée par la lutte des classes révolutionnaires dans chaque pays envisagé séparément, et par l'action commune du prolétariat de tous les pays agissant sous ce mot d'ordre : substituer la lutte des classes ouvrières à la guerre impérialiste, la lutte des classes internationales aux guerres nationales.

Le but de notre guerre à la guerre est international ; c'est à l'échelle internationale que nous nous efforçons d'apprécier et de prévoir le résultat des conflits : leur signification générale pour le prolétariat du monde entier, voilà ce qui nous intéresse et c'est au prolétariat du monde entier que nous voulons préparer pour demain un terrain favorable. La lutte des classes internationale contre la guerre ne doit pas se poursuivre séparément dans chaque pays, selon un schéma approximatif invariable, que l'on s'appliquerait à réaliser aveuglément, obstinément, elle doit être un processus vital, unique dans le monde entier, étendu à tous les pays où le capital et le travail sont en présence.

Nous en suivons le développement dans tout l'univers et nous réagissons à toutes ses phases. Dans tous les pays et dans chaque pays considéré séparément, nous conformons nos méthodes d'action au principe internationaliste, afin d'obtenir le plus grand résultat, c'est-à-dire le développement maximum de la puissance révolutionnaire du prolétariat, considéré comme formant un tout unique.

Il s'agit de toujours diriger opportunément et au bon endroit les grands mouvements sociaux, connexes à la guerre, vers le socialisme international, par l'action directe des masses prolétariennes. Selon les perspectives et les possibilités révolutionnaires de chaque pays et de chaque moment, il s'agit d'intervenir tantôt résolument, tantôt prudemment et de déployer une activité révolutionnaire plus ou moins énergique ou circonspicue. L'indispensable, c'est de tendre tous nos

efforts, en vue de réaliser la plus grande coordination de l'action révolutionnaire et socialiste internationale, en tenant compte à la fois des circonstances particulières dans chaque pays et de la situation d'ensemble. Il s'agit de déployer la plus grande énergie dans toutes les questions fondamentales, à tous les moments décisifs. *C'est pourquoi, dès le début de la guerre mondiale, et jusqu'à l'heure actuelle, la plus haute tension des forces révolutionnaires contre la guerre et contre le gouvernement a été et continue d'être le devoir révolutionnaire en Allemagne, plus que partout ailleurs. C'est, en Allemagne, le premier devoir et le plus sacré. Car nous portons la plus grande responsabilité pour tout le mal que la guerre mondiale a fait à l'Internationale, au prolétariat et au socialisme. C'est pourquoi la faute historique de la majorité allemande est si grande : c'est ce qui fait l'infamie de sa coalition avec le gouvernement des Hohenzollern : c'est pourquoi elle mérite d'être traitée par l'histoire, beaucoup plus sévèrement que les socialistes gouvernementaux de tout autre pays.*

Si les puissances centrales réussissaient à terminer la guerre dans la situation militaire actuelle, ce serait une catastrophe pour le peuple allemand, un malheur pour le monde, une cause permanente de conflits, et certainement la cause d'une nouvelle guerre, qui ne pourrait manquer d'éclater à brève échéance. La victoire des empires centraux serait, par suite de l'impuissance de la Russie, une victoire de l'impérialisme, c'est-à-dire de la violence politique et de l'oppression sociale remportée avec le concours de la révolution russe, du prolétariat russe. Ce serait ainsi un coup terrible porté à l'influence du socialisme, en un mot la plus grande défaite du prolétariat dans sa lutte pour l'émancipation.

Schufferlé et consorts (1)

(Fin mars 1918)

Le 27 février 1918, M. Erzberger a délivré aux socialistes gouvernementaux l'attestation bien méritée, que « leur parti est celui qui a fait les plus grands sacrifices à l'union nationale ». Le fait est qu'on peut mesurer exactement la profondeur de leur chute depuis le 4 août 1914, en comparant leurs premières et leurs dernières déclarations de vote des crédits. Il était question dans la première, de « défense nationale » ; dans celles de mars 1918, il est simplement dit que le refus des crédits rendrait les cercles militaires tout-puissants.

Ainsi, des centaines de milliards sont accordés aux chefs militaires, qui n'ont pourtant pas besoin de ces crédits pour être puissants, afin de s'opposer à leur toute-puissance ! C'est qu'on donne aux cercles militaires pour cent milliards de forces vives, afin de se garder à soi une place dans les communes de l'Empire.

Cette chute est du reste plus apparente que réelle. Le premier vote de crédits n'avait, en somme, rien manifesté de plus que le désir des votants d'entrer au service de l'Etat. Seulement ce désir était à l'époque plus habilement dissimulé. L'impudence des socialistes s'est accrue. C'est tout et c'est bien.

(1) Schufferlé (*schuft*, en allemand, *coquin*), personnage de Schiller, incarnant la fourberie.

Un tonneau pour une baleine

La signification tactique du jeu des gens à la Scheidemann et de von Kühlman est claire : « offensive de paix » pour l'usage externe ; mais tout au premier plan — usage interne — l'important, c'est de détourner l'attention des masses à ce moment critique et de les amuser avec la farce tragique des victoires. Bref, 12^e variation sur le thème de Bethman. Il va de soi que les classes dirigeantes sont divisées par des antagonismes graves qui les amènent, dans les circonstances actuelles, à des conflits très sérieux ; mais, vis-à-vis du prolétariat ces antagonismes, ces conflits, n'ont pas plus d'importance qu'un jeu, pour lesquels les rôles sont répartis à l'avance et qui ne constitue qu'une phase du cours dialectique des événements. Certes, les fautes de von Kühlman, pour autant qu'on peut les prévoir, seront à la fois très dangereuses pour le gouvernement et pour la majorité. Ou bien nos personnages se sont-ils tellement avancés qu'ils veulent maintenant passer l'Achéron, afin de se contraindre à terminer la partie ? La chose nous paraît peu probable et ne doit aucunement influencer sur notre tactique.

Quelques notes sur notre tâche

(Premiers jours d'avril 1918)

I. *Jeunesse, Jeunesse !* — Ne pas faire, dès aujourd'hui et plus tard, l'impossible pour mettre la jeunesse de notre côté, pour la rattacher par des liens indissolubles à l'Internationale, serait commettre une faute susceptible de mettre en question tout l'avenir de notre mouvement. Abandonner la jeunesse à l'influence dissolvante des socialistes gouvernementaux, serait autrement grave que perdre des mandats parlementaires. La question du mouvement des jeunes n'est pas seulement pour nous une question vitale, c'est la question vitale.

II. *Les intellectuels.* — Pour la science, l'organisation, la propagande, les intellectuels sont nécessaires ; sans eux, il ne peut y avoir ni presse, ni littérature. Dilemme : *ou des intellectuels issus des milieux ouvriers, ou des idéologues.* L'éducation des masses, les méthodes d'organisation des masses, l'esprit même du mouvement, qui exige des masses mêmes de la conscience et de l'initiative, seront les meilleures garanties contre la pénétration et l'influence des éléments douteux. Ce qu'il faut, c'est ne point repousser les forces neuves, les forces jeunes par une mesquine méfiance érigée en principe, mais nous attirer et nous attacher les plus nobles, par une action hardie, de libre inspiration, large et forte, résolue et consciencieuse, imposant dans la lutte un stoïcisme inébranlable et un absolu dévouement, — en un mot, par un idéalisme brûlant, par une fidélité inflexible aux principes, par la grandeur de la cause et des résultats.

Contribution à l'histoire des prodromes de la guerre

(Premiers jours d'avril 1918)

Les mémoires de Gaman et Lichnowsky (dont je ne connais que ce que la presse en a publié), la réplique de von Jagow aux révélations de Pichon, concernant l'instruction Bethmann du 11 juillet 1914, et aussi la lettre de Mullon (dont je ne connais malheureusement que les passages qu'on

en a publiés pour la démentir) nous ont ouvert l'histoire officielle ou non des prodromes diplomatiques de la guerre et ont mis à jour ses racines profondes, bien mieux qu'on pouvait l'espérer dans les circonstances actuelles.

Les aveux dénués d'artifice d'un homme, qui fut à cette époque le représentant officiel de la politique extérieure de l'Allemagne, prouvent à nos yeux le caractère capitaliste de l'idéologie militaire allemande. La politique orientale (Bagdad) et la solidarité avec l'Autriche qu'elle nous créait dans les questions balkaniques est bien caractéristique en ce sens, par l'identification de notre idéologie militaire avec le « prestige » de l'empire, et par la promptitude de von Jagow à souligner sa volonté de déclarer la guerre pour le soutien de notre prestige dans l'entreprise financière de Bagdad (les intérêts économiques et politiques ne peuvent plus, à l'heure actuelle, être séparés).

Nous constatons avec satisfaction les tentatives répétées de l'Angleterre pour arriver à un accord et même à une alliance avec l'Allemagne, tentatives qui échouèrent tant en 1900 que lors des pourparlers avec lord Haldane, peu avant la guerre, par suite de l'intransigeance de l'Allemagne. Ce fait est confirmé par trois diplomates intéressés. Les pourparlers mêmes (l'exigence par l'Allemagne de garanties de la neutralité anglaise et son refus de se contenter de la neutralité que lui offrait l'Angleterre, au cas où l'empire germanique serait l'objet d'une agression) nous prouvent le désir de paix de l'Angleterre et les desseins belliqueux de l'Allemagne.

La publication des deux traités conclus avec l'Angleterre (l'accord de Bagdad et le traité africain) est heureuse ; mais, à en juger par les déclarations de Choslen, des pourparlers franco-allemands se poursuivaient à la même époque et devaient se terminer vers le moment où la guerre éclata (à propos de la Syrie, de la Guinée française, de la zone frontrière en Lorraine).

Chose importante, le rôle décisif joué par les anglophobes opposés à ces accords est de jour en jour mieux reconnu. On peut, semble-t-il, tenir pour prouvé (comme les « Glosach » l'ont maintes fois affirmé) que ces milieux ont, par leurs manœuvres en vue de conjurer le « péril » d'une entente anglo-allemande, précipité la déclaration de guerre.

On ne peut plus douter que la condescendance de l'Allemagne au dernier moment (témoin les concessions qu'elle se montre disposée à faire) et son désir de paix (malentendu au sujet des garanties de la neutralité) n'ait été dans la plus favorable des hypothèses qu'une tentative de séparer l'Angleterre de l'Entente pour l'amener à se placer du côté des empires centraux, ce qui eût donné à l'Allemagne une supériorité écrasante et assuré à son avantage l'issue de la guerre.

Les aveux sans artifices du livre Blanc sont complétés de la façon la plus intéressante par la confession ingénue de von Jagow. Le danger de guerre, au dire de ce personnage, était prévu ; on ne se faisait aucune illusion sur l'attitude du gouvernement de Pétersbourg et sur l'intervention de l'Angleterre, en cas d'agression contre la France ; le gouvernement allemand avait décliné l'offre d'une conférence des ambassadeurs (comme il avait naturellement fait échouer tous les autres efforts de dénouer pacifiquement la crise), sachant bien qu'il ne pourrait sortir d'aucune cour arbitrale que diplomatiquement vaincu, c'est-à-dire accablé par une sentence dûment motivée. L'affirmation, bien caractéristique qu'il n'y avait pour le gouvernement allemand, qu'une façon d'éviter la guerre :

localiser les conflits, c'est-à-dire livrer aux ma-tous autrichiens la souris serbe, ce qui eût équivalu à la victoire des empires centraux sanguins, solution qui n'était pas une solution et dont, comme le gouvernement allemand le savait bien, il ne pouvait pas plus être question que de localiser le conflit entre la Russie et l'Autriche, — cette affirmation, disons-nous, a une grande importance. La supposition qu'elle renferme semblait en effet au gouvernement allemand tellement extravagante, qu'il ne l'envisagea à aucun moment.

Le château de cartes de la paix s'est effondré, aussitôt que l'Allemagne eut couvert à l'aide de l'Autriche la carte de la Serbie. Les cartes de la Serbie et de l'Autriche furent suivies de celles de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre. La paix internationale n'était qu'un fragile château de cartes, c'est entendu ; mais ceux-là le firent tomber qui y portèrent la première atteinte, et c'est le cas de l'Allemagne et de l'Autriche.

Lorsque les tendances fondamentales de la politique allemande d'avant-guerre, loin de converger vers ce point, semblaient s'en égarer dans différentes directions, c'est que nous étions victimes d'une illusion d'optique due aux artifices d'une diplomatie d'escrocs, — ou que nous nous laissions tromper par l'action des courants contraires luttant au sein du gouvernement et qui se remplaçaient l'un l'autre à la direction de la politique étrangère, mais derrière lesquels des tendances beaucoup plus simples, beaucoup plus profondes et plus directes, dominaient cette politique, — tendances que l'on peut aisément observer chez Liebnovsky, von Jagow et Mullon (même à la lumière des démentis officiels).

Point n'est cependant permis de douter que Guillaume II et Bethman se séparaient à peine des anglophobes dans leurs façons de penser quant à l'accord avec l'Angleterre. Leurs manœuvres pacifistes dans la politique générale n'avaient pas plus d'importance que l'écume qui danse à la crête des vagues.

L'impérialisme et la guerre ou le socialisme et la paix

(Avril 1918)

Quels sont les antagonismes qui ont jusqu'à présent été la cause de guerre, et qui en seront la cause tant qu'ils subsisteront ? C'est la concurrence capitaliste universelle, la concurrence entre différents groupes de puissances capitaliste, l'antagonisme des intérêts entre des systèmes capitalistes rivaux convoitant les richesses de la terre (matières premières, main-d'œuvre, marchés). Mettons donc un terme à cette concurrence, en faisant des richesses du globe le patrimoine commun de l'humanité ! Substituons au capitalisme qui divise la société en classes et en hordes barbares, vouées à s'entre-détruire, la société socialiste qui réconciliera et unira toutes les familles de l'humanité ! L'édification de cette Internationale de l'avenir, de cette Internationale de la victoire, telle est la mission de l'Internationale militante actuelle dont la révolution sociale est le moyen. Car cette dernière seule peut préparer aujourd'hui la paix et détruire la cause des guerres futures.

Qui veut la fin, veut les moyens.

L'impérialisme et la guerre, ou le socialisme et la paix ! Il n'y a pas de troisième solution.

Appel

(Avril 1918)

Réveillez-vous, dormeurs ! Peuple de myopes ! Si nous n'en finissons pas aujourd'hui avec l'impérialisme, tant que le pouvoir des possédants n'a pas encore atteint son but, la guerre actuelle ne sera que le prélude d'une ère d'égoïsmes.

Et tu espères éviter les sacrifices que te demande la révolution sociale...

Mais cette révolution doit intervenir, pour que ne périsse pas l'humanité. Et tu devras lui consentir les sacrifices nécessaires au bonheur futur de l'humanité. Les peines et les sacrifices ne seront ni plus grands, ni moindres, si tu les retardes au lieu de consentir dès aujourd'hui à les affronter. Les hésitations, loin de les écarter, ne feront qu'accroître ta misère.

Nécessité de la Révolution sociale

(Avril 1918)

Le choix qui s'impose actuellement au prolétariat n'est pas résumé par ce dilemme : ou la révolution sociale, ou la continuation de la guerre, — mais bien par cet autre : ou la révolution sociale, ou la continuation de cette guerre et le commencement d'une ère de guerres mondiales, dont nous pouvons déjà entrevoir la menace à l'horizon, en dépit des brumes sanglantes et des fumées de l'immense incendie européen. Et dans ce déluge de sang, l'Internationale Social-Démocrate ne sera plus le refuge isolé qu'elle fut autrefois, pendant les guerres franco-allemande et russo-japonaise : elle a été profanée par la guerre actuelle, elle est devenue un champ clos où luttent les charvinismes. — Et de cette honte aussi, la révolution sociale peut seule nous sauver et nous laver.

Dictature

(Premiers jours d'avril ou mi-avril 1918)

La dictature du prolétariat, au sens technique du mot, n'est un fait que lorsque le prolétariat, conscient de ses intérêts spécifiques et de classe, porteur de la révolution sociale, prend le pouvoir dictatorial et l'exerce au nom de cette dernière. Mais il s'agit de tout autre chose, quand il prend le pouvoir politique pour d'autres raisons (par exemple, pour conclure une paix) et (exerce la dictature afin d'accomplir d'autres tâches.

Sur les nouveaux impôts projetés

(Fin avril 1918)

Le fait que le gouvernement exige maintenant et de suite de nouveaux impôts, et précisément ceux-ci prouvent combien il se sent fort — ou tout au moins combien il se sentait fort, au moment où il présentait ces projets de loi ; — combien il est (ou était) certain de pouvoir jeter encore un défi aux masses, sans danger pour la guerre victorieuse de l'Allemagne. Et si ces projets ont pour but de remplir les caisses de l'État totalement épuisées malgré les émissions insensées de papier-monnaie, ils ont aussi pour but et, tout d'abord, de créer un état d'esprit favorable au programme du parti patriote et à l'exigence d'une forte contribution de guerre. Cet accroissement du poids des impôts est destiné, dans l'espoir de ceux qui les préconisent, à faire sentir à la population les difficultés du temps de guerre et à susciter chez elle l'exigence unanime d'en rejeter tous les fardeaux sur les ennemis.

(A suivre.)

Karl LIEBKNECHT,

Le Parti Socialiste-Révolutionnaire et la Politique de Tchernov

En insérant la déclaration ci-dessous du Comité Central du Parti Socialiste-Révolutionnaire, nous croyons utile de faire remarquer que, si les Socialistes-Révolutionnaires n'ont pas encore renoncé à toutes leurs erreurs et s'ils continuent à parler de « démocratie » et d'Assemblée Constituante comme de son expression suprême, néanmoins, comme le prouve ce document, ils ont fait un sérieux pas en avant dans le sens de la Russie Soviétiste.

Le Comité central du Parti socialiste-révolutionnaire a été informé qu'au mois de janvier dernier s'est tenue, à Paris, une réunion de membres de l'Assemblée Constituante de Russie et que dans cette réunion certains membres du Parti socialiste-révolutionnaire ont délibéré, conclu des accords, formulé des déclarations politiques et des décisions de concert avec des représentants autorisés de la bourgeoisie réactionnaire. Vu que cette réunion de membres de la Constituante de Russie n'a qu'une valeur privée, et non pas gouvernementale, et que les partisans des divers partis politiques qui, par suite des événements de la Révolution russe, se sont trouvés hors de leur pays natal et qui se sont rencontrés à cette réunion, ne représentaient pas la volonté de leur peuple, mais leur propre désir et initiative, le Comité central constate que, dans le cas présent, les membres en question du Parti socialiste-révolutionnaire sont entrés en coalition politique avec les groupements politiques de la bourgeoisie. Le principe de la coalition s'est manifesté avec un relief tout spécial lors de la constitution de l'organe exécutif de cette réunion, où la fraction socialiste-révolutionnaire, quoique dominant numériquement au Congrès, a reçu une part insignifiante des places. Le Comité central voit dans tout cela une violation flagrante, par les membres du Parti qui ont pris part à la décision ci-dessus, des ordonnances directes et des déclarations catégoriques des organes suprêmes du Parti en la personne du 4^e Congrès, du 9^e Conseil et du Comité central du Parti.

Le Comité central a maintes fois prévenu les membres du Parti élus à l'Assemblée Constituante de Russie d'avoir à user avec la plus extrême prudence, dans toute leur activité politique, de leur haute qualité d'élus de la nation, afin de sauvegarder la haute valeur de ce titre et de ne pas avilir l'idée même de la démocratie. Or, malgré cela, les membres du Parti socialiste-révolutionnaire qui ont pris part à l'organisation et aux travaux de la réunion des membres de l'Assemblée Constituante à Paris se sont servis, dans leurs manifestations politiques, du titre officiel de membres de l'Assemblée Constituante. Bien plus, quoique étant absolument isolés de leur pays natal, dans un pays étranger lointain, ils se sont couverts précisément de ce titre pour prétendre représenter l'Etat russe et prendre officiellement la défense des droits et inté-

rêts de la Russie, sans avoir pour cela aucun fondement juridique ni de fait ni de droit, ce qui a porté un sensible préjudice au prestige de l'idée démocratique et de l'Assemblée Constituante comme sa suprême expression concrète. En même temps, de pareilles démarches politiques, faites par des membres du Parti socialiste-révolutionnaire, imposent au Parti, contre sa volonté et son désir, un rôle et des obligations qui ne lui conviennent aucunement à l'époque de crise actuelle.

Le Comité central n'a pas encore sous la main le texte complet et authentique des décisions qui ont été prises par la réunion des membres de l'Assemblée Constituante et qui ont été signées par les membres en question du Parti socialiste-révolutionnaire. C'est pourquoi il s'abstient provisoirement de porter un jugement et de tirer des conclusions définitives sur le fond de ces décisions.

Néanmoins, les journaux officiels russes ont laissé connaître au Comité central que la réunion des membres de l'Assemblée Constituante, entre autres décisions, s'est prononcée catégoriquement contre toute espèce de relations et de traités économiques entre les Etats de l'Europe occidentale ou de l'Amérique, et le gouvernement de la Russie soviétiste. Cela encore est en contradiction flagrante avec les décisions et avec toute la politique des organes directeurs du Parti, qui, dans leurs résolutions et dans leurs appels maintes fois répétés au prolétariat occidental, se sont prononcés catégoriquement pour la cessation de l'isolement économique de la Russie et pour la reprise de relations de commerce normales entre elle et les puissances étrangères, sans que pour cela le Parti prenne à aucun degré la responsabilité du contenu des traités et accords qui pourront être conclus par le Gouvernement soviétiste au nom de la Russie.

Prenant en considération les faits ci-dessus, le Comité central du Parti socialiste-révolutionnaire décide :

1^o De porter à la connaissance de tous que le Parti socialiste-révolutionnaire n'accepte à aucun degré la responsabilité ni du fait même de la participation de membres du Parti à la réunion des membres de l'Assemblée Constituante de Russie à Paris, ni des décisions qui ont été prises ;

2^o D'inviter les membres du Parti qui ont pris part à la susdite réunion à faire cesser, sous une forme ou sous une autre, leurs relations avec l'organe exécutif de cette réunion ;

3^o D'inviter les membres du Parti élus au Comité Exécutif de la réunion à se retirer de ce comité ; au cas où ces membres ne se soumettraient pas à la présente décision du Comité central, ils seront considérés comme exclus du Parti ;

4^o De charger de l'exécution pratique de la présente décision la délégation du Parti à l'étranger, en lui communiquant à ce sujet des directives spéciales par lettre.

**Le Comité Central du Parti
Socialiste-Révolutionnaire.**

La Vie Economique en Russie

La Crise du Combustible

Dans ces derniers temps, les chemins de fer russes éprouvent certaines difficultés dans leur approvisionnement en combustible. Cette petite complication n'a pas été tout à fait inattendue, elle est facile à comprendre et à expliquer.

La Russie n'a jamais été dans des conditions absolument favorables au point de vue du combustible. La valeur moyenne du combustible russe est de 4.000 calories, alors que celle du combustible américain est de 7.000. C'est dire que la Russie emploie un combustible extrêmement pesant, surtout le bois, tandis que dans les autres pays domine le charbon.

Si nous prenons toute la Russie d'avant-guerre, à l'exception de la Finlande, la consommation de combustible doit être estimée à 11.300 millions de pouds. La quantité des chargements opérés en Russie en 1913 sur tout le réseau et toutes les voies fluviales est de 11.161 millions de pouds. Ainsi, le poids de combustible consommé chaque année est sensiblement supérieur à la capacité de tous les transports russes.

L'éloignement des sources de combustible minéral par rapport aux centres industriels crée de sérieuses inconvénients de transport. Si on considère le parcours moyen sur voies ferrées pour les diverses sortes de combustible en 1913, on obtient le tableau suivant : naphte, 448 verstes ; houille, 441 ; bois, 184. Le développement des extractions de naphte et de charbon, qui jouent un rôle essentiel dans l'industrie, a toujours été en retard sur les diverses productions, de sorte que la Russie d'avant-guerre était obligée de faire une consommation de plus en plus grande de combustible étranger.

La guerre impérialiste et la contre-révolution ont encore empiré la situation. Les mines et les exploitations pétrolifères ont été mises hors de service, le blocus a interrompu les arrivées de charbon étranger, de sorte que la Russie est obligée provisoirement, dans tous les domaines de sa vie économique, de se contenter de bois.

Dans ces deux dernières années, les coupes de bois ont été faites dans la zone avoisinant les voies ferrées, à une distance de 7 à 8 verstes des deux côtés. Aujourd'hui, on est naturellement obligé de porter les coupes jusqu'à 15 verstes de chaque côté, soit une zone de 30 verstes, doublant ainsi la distance des transports animaux et la triplant même sur certaines lignes. Si on considère l'appauvrissement de notre parc de chevaux et les difficultés extraordinaires d'approvisionnement en fourrage, s'ajoutant ainsi à l'éloignement des coupes, il est facile de comprendre les retards mis au transport du bois jusqu'aux voies ferrées.

En même temps, l'élargissement du réseau soviétique (68.000 verstes en 1921 au lieu de 48.000 en 1920) a augmenté la consommation de combustible. Une cause encore plus considérable d'augmentation a été le forçement de notre industrie au moment où les arrivées de matières premières ont permis de remettre en marche, les unes après les autres, de nombreuses entreprises jusqu'alors arrêtées.

Voilà les raisons pour lesquelles un déficit s'est fait sentir en janvier 1921 sur les chemins de fer et dans les centres industriels.

La solution a été aussitôt trouvée dans une in-

tesification des coupes et des transports de bois, qui doivent approvisionner les chemins de fer et les usines jusqu'à la remise en état complète de nos mines ; une action énergique a été entreprise dans ce sens, et les premiers résultats obtenus garantissent un plein succès.

Le Comité central des Forêts rend compte qu'à la fin de février, nous avions 70 millions de mètres cubes de bois coupés en forêt. Avant le mois de juin, il sera coupé de toutes façons un minimum de 50 autres millions, de sorte que le total, à la fin de la saison, sera de 120 millions de mètres cubes. Cette quantité est entièrement suffisante pour assurer le chauffage régulier des voies ferrées et des entreprises consommatrices de bois.

Les résultats ne sont pas moins bons pour le transport de la forêt aux stations et pour le chargement en wagons. En 1920, le plan de transport établi par le Comité central du Combustible a été exécuté dans les proportions suivantes :

Janvier	78,9 %
Mars	87,3 %
Juin	84,5 %
Août	72 %
Octobre	63,7 %

En 1921, malgré une augmentation du plan, il a été exécuté à la fin de janvier, dans la proportion de 87 % ; dans la première semaine de février, dans la proportion de 93 % ; dans la seconde, 114 0/0 ; dans la troisième, 120 0/0. Le mois de février 1921 a donné un chargement de 96.000 wagons de plus que l'année dernière.

Tous ces chiffres montrent de façon évidente que la crise temporaire du combustible sera prochainement résolue.

IVAN.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 "	8 "
6 mois	14 "	16 "
12 mois	28 "	32 "

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à
René REYNAUD, 123, rue Montmartre — PARIS

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e).